Les chemins du contrôle social entre famille et communauté : le cas de Saint-Victor-de-la-Coste en Bas-Languedoc, au XVIII^e siècle

Élie Pélaquier

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/chs/1008>
DOI : 10.4000/chs.1008
ISSN : 1663-4837

Éditeur

Librairie Droz

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 1997
Pagination : 29-50
ISSN : 1422-0857

Référence électronique

Élie Pélaquier, « Les chemins du contrôle social entre famille et communauté : le cas de Saint-Victor-de-la-Coste en Bas-Languedoc, au XVIII^e siècle », *Crime, Histoire & Sociétés / Crime, History & Societies* [En ligne], Vol. 1, n°2 | 1997, mis en ligne le 03 avril 2009, consulté le 23 mars 2022. URL : <http://journals.openedition.org/chs/1008> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/chs.1008>

Les chemins du contrôle social entre famille et communauté:

le cas de Saint-Victor-de-la-Coste en Bas-Languedoc,
au XVIII^e siècle

Élie Pélaquier

La question du contrôle social, formel ou informel, a fait l'objet pour le Languedoc du XVIII^e siècle de travaux fondamentaux, en tête desquels il convient de citer ceux de Nicole et Yves Castan¹. Dans le domaine de l'étude des sources juridiques et administratives, il est difficile d'aller plus loin que ces auteurs ne l'ont fait. Je voudrais pour ma part examiner ici un aspect plus restreint et plus particulier de la vie sociale languedocienne à la fin de l'Ancien Régime: il s'agit des rôles respectifs joués par la famille et par la communauté d'habitants, les deux institutions les plus élémentaires du monde rural, dans la transmission des règles et des contraintes sociales. Ce programme ne pourra être rempli sans que soient également développées quelques réflexions portant sur d'autres institutions locales: organisations de jeunesse, Église, seigneurie. Pour autant, le présent article ne saurait prétendre donner une représentation exhaustive des contours du contrôle social. Il est bâti pour l'essentiel sur une étude de cas: il s'agit de Saint-Victor-de-la-Coste, communauté entièrement catholique du Languedoc rhodanien². Il n'est donc pas question de rendre compte ici des rapports qui existent à l'intérieur des nombreuses communautés de Languedoc dont les habitants se partagent entre confessions catholique et protestante ou d'autres situations trop différentes de celle envisagée ici. Cependant, les comparaisons effectuées dans le travail de référence montrent que la communauté de Saint-Victor-de-la-Coste est par bien des aspects assez représentative de ce qu'il est convenu d'appeler le Bas-Languedoc méditerranéen.

La famille, cellule fondamentale de la société, remplit une triple fonction, économique, symbolique et politique, qu'on peut mettre en relation (non univoque) avec les objets plus concrets que sont le patrimoine, l'alliance et le pouvoir communal. Au plan économique, la famille tend avant toute chose à assurer sa propre reproduction. Elle s'appuie sur un patrimoine foncier, bâti et mobilier, qu'il convient de perpétuer sur la longue durée, et exploite le capital de connaissances qu'elle a acquis sur le milieu naturel, les techniques agricoles et artisanales, les coutumes, l'argent, les hommes et leur maniement. Elle joue un jeu difficile face aux crises climatiques, épidémiques et économiques qui secouent périodiquement le monde rural et fragilisent un équilibre toujours précaire. La famille s'appuie pour durer sur un réseau d'alliances et de fidélités qui lui procure soutien financier (par la circulation des dots, véritable système de crédit institutionnel, et dans une moindre mesure par les

¹ Par exemple, Castan (1980).

² Sauf indication contraire, les réflexions du présent article sont inspirées du matériau de ma thèse (1996) parue aux Publications de l'Université Paul Valéry-Montpellier III sous le titre *De la maison du père à la maison commune*.

prêts), mais aussi entraide et influence. À ce point, les positions de pouvoir à l'intérieur de la communauté sont d'une grande importance. Les réseaux de parentèle et de clientèle s'y constituent en partis ou en factions qui tendent à instaurer leur contrôle sur le territoire communal et ses ressources. Ces partis ne fonctionnent pas en général de façon autonome, mais tendent à s'insérer dans les intrigues du seigneur et des hommes d'église et à tirer profit des interventions du pouvoir central, pour se renforcer à l'intérieur de la communauté et pour affermir leurs soutiens en dehors de celle-ci.

Ce tableau général prend en Languedoc, comme sans doute dans l'ensemble du Midi de la France, des couleurs particulières. Le pivot du système familial est l'institution d'héritier universel. À Saint-Victor-de-la-Coste, jusqu'au milieu du XVII^e siècle, cette institution pouvait bénéficier à plusieurs fils vivant en commun, aboutissant ainsi à un partage des biens. Elle se ferme dès 1650 pour devenir strictement unilinéaire, l'aîné des enfants étant presque toujours favorisé³. Dès lors la vie sociale prend un aspect très contrasté. Les aînés d'un petit nombre de familles de bourgeois ou de ménagers dominant largement le champ social, bénéficiant des principaux patrimoines, de la meilleure éducation, attirant à eux les meilleurs partis et se taillant la part belle dans la gestion de la communauté. À côté d'eux, les lignées issues des rares cadets qui parviennent à s'établir doivent se contenter du peu qui reste et forment la masse des métayers, des artisans modestes ou des travailleurs de terre. Institution englobante de la famille, la communauté des habitants dispose d'un large spectre d'attributions qui en font véritablement la gestionnaire d'un territoire, et lui confèrent une relative autonomie par rapport au pouvoir central, à la seigneurie et à l'Église⁴. Elle constitue de ce fait une sorte de petite cité qui offre un vaste champ à l'action de ceux qu'on appelle les «*principaux habitants*». C'est dans ce cadre que peut exister une forme particulière de contrôle social, largement dépendante des structures familiales et communautaires.

I. – LE CONTRÔLE SOCIAL À L'INTÉRIEUR DE LA FAMILLE

À chaque étape de la vie d'une personne, le contrôle social prend des aspects différents. Son exercice est réparti de façon hétérogène entre les diverses institutions qui l'englobent : la famille en forme le premier cercle.

Le baptême, célébré très tôt chez les catholiques (dans les deux jours après la naissance⁵), plus tard chez les protestants (mais rarement au delà d'un mois⁶), témoigne d'une mise en conformité des êtres avec la norme religieuse de la collectivité. Il se distingue par une volonté de continuité manifeste qu'illustre l'apposition des prénoms et la désignation des parrains. En règle générale, l'aîné mâle de chaque fratrie reçoit le prénom porté par ses prédécesseurs, héritiers successifs de la lignée paternelle, et bénéficie du parrainage de son grand-père. Le second né reçoit le prénom du père, si celui-ci est différent de celui du grand-père, ou le prénom d'un oncle

³ L'héritier universel est l'aîné dans 95 % des cas.

⁴ Pélaquier (1985, p. 660-676).

⁵ C'est là une observation motivée par l'examen de 120 années de registres paroissiaux de Saint-Victor-de-la-Coste et conforme aux travaux de Laget (1980, p. 589-590).

⁶ Poton (1985, p. 23).

paternel, son parrain. Les cadets et les filles se voient beaucoup plus souvent attribuer des prénoms venus de la lignée maternelle ou des personnalités en vue du village qui leur servent de parrains ou de marraines⁷. Ces usages traduisent la double nécessité d'assurer la reproduction à l'identique de la lignée familiale et de renforcer les liens sociaux avec les familles dominantes de la parentèle et de la communauté. Ils placent chacun des enfants sur les nœuds d'un réseau généalogique et social où la dénomination préfigure le rôle qu'ils seront amenés à jouer dans le devenir familial et communal : continuité pour les aînés, soumission pour les cadets.

L'éducation du petit enfant relève au plus haut point de la famille. Elle est d'abord confiée à la mère et plus généralement aux femmes de la maison. Mais les aléas de la mortalité, particulièrement de la mortalité en couches ou post-natale qui provoque le décès prématuré de beaucoup de mères ayant de jeunes enfants⁸, ont pour conséquence l'existence de nombreuses « familles en miettes »⁹ : une marâtre, une sœur aînée, ou encore une tutrice dont le lien de parenté avec l'enfant est parfois fort lâche, reçoit la charge de veiller à la bonne tenue de la maison et d'assurer la première éducation des enfants. Le rôle éducatif du père se manifeste plus tard, quand l'enfant commence à acquérir un minimum d'autonomie et à devenir apte au travail. Mais là encore parâtres, frères aînés ou tuteurs sont souvent amenés à assumer les fonctions paternelles. La responsabilité d'enseigner les rudiments de la vie collective et des règles de comportement tombe donc plus fréquemment qu'on pourrait le croire entre des mains étrangères à la lignée.

Les premières manifestations du contrôle social s'exercent de façon différentielle sur les enfants, selon leur âge, leur sexe, et surtout la position qu'ils occupent dans le système successoral : l'héritier bénéficie d'une attention particulière et d'un régime de faveur¹⁰. L'éducation scolaire ne fait que renforcer cette inégalité. À l'origine, l'apprentissage de la lecture et de l'écriture est une affaire essentiellement privée. Dans le monde rural, ce sont les bourgeois et les gros ménagers qui confient dès la fin du XVI^e siècle leurs fils aînés¹¹, destinés à leur succéder, au curé du village ou à un maître de passage. L'analyse systématique des contrats de mariage et des testaments et leur confrontation avec les généalogies familiales montre bien que, jusqu'au milieu du XVIII^e siècle, seuls les aînés, héritiers présomptifs, savent signer. Sans doute ce constat peut-il paraître insuffisant pour que soit prouvée une réelle alphabétisation des aînés. Rappelons les termes du débat : pour François Furet et Jacques Ozouf (1978), la signature permet de mesurer l'alphabétisation. Mais Yves Castan ou Benoît Garnot doutent qu'elle soit un signe certain d'écriture. Le geste de la signature peut très bien être appris de manière isolée, hors de tout apprentissage de l'écriture¹².

⁷ À Saint-Victor-de-la-Coste, l'enquête a porté sur 273 noms d'aînés et 68 noms de cadets. Ses conclusions sont en accord avec celles de Collomp (1977, p. 475).

⁸ Laget (1980, p. 609-692).

⁹ Selon les termes de Baulant (1972, p. 959).

¹⁰ L'examen d'un compte de tutelle de Saint-Victor-de-la-Coste le montre avec éclat : dans une famille de cinq enfants, l'unique garçon, pourtant dernier né, bénéficie à lui seul d'un budget supérieur à l'ensemble des quatre filles. L'unique préoccupation du tuteur semble bien être de marier celles-ci au plus vite, afin de soulager l'héritage de leur entretien.

¹¹ J'adopte volontairement le pluriel, l'usage étant encore courant au XVI^e siècle de partager le patrimoine entre les deux aînés.

¹² Castan (1974, p. 34-35). Lire aussi dans cet article la belle analyse de Yves Castan sur l'éducation différentielle des aînés et des cadets, vue à travers les procédures du Parlement de Toulouse.

Il nécessite seulement un minimum d'entraînement et, dans une période où l'analphabétisme est très répandu, il est la manifestation d'une volonté de distinction¹³. À Saint-Victor-de-la-Coste, l'analyse peut s'appuyer sur des éléments précis. On constate en effet l'existence de véritables lignées d'ainés signataires, alors que les cadets de ces mêmes signataires sont tous déclarés illettrés. Mais que se passe-t-il quand un aîné meurt avant d'avoir pu bénéficier de son héritage ? Dans bien des cas, le cadet qui devient alors héritier n'acquiert pas pour autant l'aptitude à signer, mais reste au contraire illettré toute sa vie. Si la signature n'était qu'un geste facile à apprendre, les tard venus à l'héritage ne manqueraient pas de l'acquérir pour renforcer leur position. Il y a donc un lien plus serré qu'il n'y paraît entre apprentissage de la signature et alphabétisation.

À partir du constat fait ci-dessus, les choses ont évolué progressivement, et l'aptitude à signer s'est étendue, d'une part aux cadets, d'autre part aux artisans et aux travailleurs de terre. L'école a bien entendu joué son rôle dans cette évolution¹⁴. L'établissement des petites écoles dans les villages, œuvre de la contre-réforme, ne trouve un début d'application qu'à l'extrême fin du XVII^e siècle, grâce aux efforts conjugués des évêques et des intendants, et n'atteint son plein épanouissement qu'un siècle plus tard¹⁵. En dehors d'objectifs purement utilitaires – apprendre à l'élève à lire, à écrire et à compter pour qu'il puisse traiter des affaires de la famille et éventuellement de celles de la communauté –, l'école a dès l'origine un rôle normatif puisqu'elle exerce une discipline rigoureuse et participe à l'enseignement du catéchisme. Les édiles insistent sur le fait que le maître doit être choisi non seulement pour son savoir, mais aussi pour sa capacité à se faire obéir, et l'évêque, qui entérine sa nomination, exige de lui qu'il soit bon catholique¹⁶. Dès l'origine de l'école de village, la question de l'inégalité sociale devant l'enseignement commence à faire l'objet d'un vigoureux débat. La controverse porte sur le fait de savoir si la scolarité doit être prise en charge par la collectivité (la communauté d'habitants) ou si elle doit rester du ressort de la famille (c'est-à-dire des familles les plus aisées, seules à même de pouvoir contribuer au paiement d'un maître et de distraire leurs enfants des travaux agricoles). À de nombreuses reprises, les responsables communaux préfèrent consacrer les sommes destinées au paiement du maître d'école à des activités jugées par eux plus utiles¹⁷. L'apprentissage des disciplines scolaires reste donc fondamentalement du ressort de la famille, même si celle-ci reçoit une assistance de plus en plus marquée de l'église et de la communauté d'habitants.

L'expérience collective de l'école, quand elle existe, trouve son prolongement dans les activités de la jeunesse. Tant qu'il n'est pas marié ou émancipé par son père, ce qui se produit tardivement (l'âge au mariage est en moyenne de 29 ans pour les hommes et 25 ans pour les femmes), le jeune adulte sorti de l'adolescence est réputé mineur. Les garçons trouvent cependant, au delà du cadre étroit de la vie familiale, un embryon de vie collective dans les organisations juvéniles¹⁸. Les abbayes de jeu-

¹³ Groperrin (1984, p. 153-156).

¹⁴ Pélaquier (1996).

¹⁵ Laget (1971, p. 1398-1418). Voir aussi la carte publiée par Laget (1980, p. 123).

¹⁶ Blanc (1988, p. 867-895).

¹⁷ À Saint-Victor-de-la-Coste, le paiement d'un garde-terre ou la construction de l'église.

¹⁸ Agulhon (1966, p. 101-137).

nesse assurent en effet une véritable propédeutique de la règle sociale en même temps qu'elles en contrôlent l'application auprès des autres classes d'âge. Ainsi organisent-elles les activités festives liées aux grands événements de la vie villageoise et aux rites de passage (carnaval, fêtes votives, tirages au sort de la milice), mais aussi les mises en scène de dérision appliquées aux membres adultes de la communauté qui en ont transgressé les règles implicites (charivaris organisés à l'encontre des maris battus, mise à l'amende des veufs candidats au remariage¹⁹). Le contrôle qu'établissent ainsi les jeunes sur les formes extérieures de la sexualité maritale compense d'une certaine façon celui qu'exercent les familles vis-à-vis de la sexualité des adolescents et des jeunes adultes, visant à retarder l'expression de celle-ci jusqu'au mariage. Il reste cependant largement soumis aux règles implicites et aux rapports de force établis entre les principaux groupes familiaux qui régissent la vie villageoise²⁰. Les adultes célibataires n'ont guère plus d'indépendance que les jeunes. Soumis à l'autorité de leur frère marié, ils restent toute leur vie en état de minorité et ne peuvent prendre part à l'exercice du pouvoir communal.

Seul le mariage peut mettre fin à cette situation en donnant aux jeunes époux, par contrat, les moyens d'une autonomie financière²¹. C'est une affaire où les décisions restent largement soumises au contrôle des parents, qui choisissent dès ce moment celui de leurs enfants qui sera l'héritier. Même si les futurs époux sont parfois consultés, le choix du conjoint dépend étroitement de considérations stratégiques liées aux nécessités de la circulation des dots et aux besoins d'alliance des lignées²². La sanction appliquée dans les rares cas de désobéissance est liée très étroitement à ces caractères puisqu'elle s'apparente le plus souvent à une forme plus ou moins poussée d'exhérédation. Les conflits qui naissent de ces situations exceptionnelles sortent rarement du cadre de la famille, même s'il arrive parfois qu'on en trouve l'écho dans les actes de la justice seigneuriale ou des notaires²³. En dehors de très rares « actes de respect », par lesquels un fils majeur impose son mariage à ses parents, on ne rencontre dans les registres que quelques « demandes de réparation » pour grossesse illégitime. Dans un petit nombre de cas seulement, ces affaires sont évoquées au pénal : quand il y a eu tentative de suppression de l'enfant. Alors se met en marche la machinerie lourdement répressive qu'autorise la haute justice seigneuriale. On touche ici aux exemples les plus graves de déviation sociale accomplis dans le cadre familial qui puissent être traités localement, sans qu'intervienne la justice royale²⁴.

Une fois marié, le jeune couple paraît devoir échapper au contrôle parental, mais cette autonomie est fictive. Les ménages fondateurs, formés d'un garçon et d'une

¹⁹ Castan, in Le Goff, Schmidt (1981, p. 197-205).

²⁰ Un exemple de cette autonomie - souvent relative - de la jeunesse sera donné à la fin du présent article.

²¹ À Saint-Victor-de-la-Coste, le nombre des contrats de mariage passés devant le notaire chaque année est pratiquement identique à celui des actes de mariage enregistrés à l'église.

²² Cet aspect, bien connu depuis les remarques de Bourdieu (1972, p. 1105-1125), a fait l'objet d'une analyse détaillée pour Saint-Victor-de-la-Coste.

²³ À Saint-Victor-de-la-Coste, les exhérédations attestées ne représentent que 1 % du total des successions.

²⁴ En 1692, Anne Bonny, de Saint-Victor-de-la-Coste, meurt après avoir tué l'enfant qu'elle venait de mettre au monde. On fait un procès à son cadavre dans le village même, un cardeur à laine étant commis pour assurer sa défense...

filles exclus de l'héritage, payent leur liberté par une plus grande précarité économique, que scande l'attente renouvelée des échéances de leurs dots²⁵. Pour le ménage de l'héritier, à qui est promis l'essentiel des biens paternels et maternels, une période de cohabitation commence, durant laquelle le père reste chef de famille²⁶. Pourtant, au fur et à mesure que naissent des enfants et que vieillissent les donateurs, le rapport de pouvoir à l'intérieur de la maison évolue. Des séparations s'avèrent parfois nécessaires, avec ou sans déchirement. Bien souvent elles n'aboutissent qu'à loger le vieux couple dans une pièce séparée de la maison, à portée de voix du jeune foyer. Elles ont aussi pour conséquence de faire de l'héritier le maître d'une partie des biens, ou même de tous les biens, moyennant le versement d'un usufruit ou d'une pension à ses parents. De telles situations, où le transfert du pouvoir familial s'opère avant la disparition des ancêtres, tendent à se multiplier au cours du XVIII^e siècle. Elles témoignent d'une prise de responsabilités de plus en plus précoce des jeunes générations mariées, face aux patriarches, et de l'abandon d'autorité plus ou moins volontaire de ces derniers, au bénéfice d'une sécurité plus grande de leurs vieux jours²⁷.

Le contrôle sur la mort est particulièrement important et même pesant. À l'approche de la fin, le rituel du testament, quasi obligatoire pour toutes les couches sociales, met chacun dans l'obligation d'affirmer son engagement spirituel et de mettre de l'ordre dans ses affaires matérielles²⁸. Ces deux domaines sont soumis au plus haut point au contrôle de l'entourage : présence normative du notaire, qui connaît les formulaires usuels et veille au respect des règles coutumières, voisinage attentif des parents et des témoins, alors que la position du testateur, souvent malade ou affaibli, est plus précaire que jamais. Dans ces conditions, le testament ne peut qu'être conforme à l'ordre établi : souvent stéréotypé dans son expression religieuse²⁹, il fixe une fois pour toutes des dispositions successorales acquises de longue date – depuis le contrat de mariage de l'héritier – moyennant des corrections de détails qui tendent à prendre en compte les événements survenus plus récemment dans l'évolution du cycle familial. Le trépas proprement dit, souvent accompli à la vue du prêtre, est l'occasion de demander pardon des rares dérégléments qu'autorise la vie rurale : le mourant exprime son repentir, se livre à des aveux, offre réparation

²⁵ À Saint-Victor-de-la-Coste, la durée de vie de lignages issus de « fondateurs » s'avère bien plus courte que celle des lignages aînés : la plupart d'entre eux ne dépassent pas deux ou trois générations.

²⁶ À Saint-Victor-de-la-Coste, une clause de cohabitation existe dans 42% des contrats de mariage concernant un héritier, mais divers arguments permettent d'affirmer que la cohabitation est pratiquée dans un nombre bien plus grand de cas (l'un de ces arguments est qu'il existe des clauses de séparation dans des contrats où n'est pourtant prévue aucune cohabitation !). Ce chiffre est en accord avec celui que donne Collomp (1972, p. 969-975).

²⁷ Pour étayer cette démonstration, il a été nécessaire de faire un bilan complet des dispositions matrimoniales et testamentaires établies en faveur des parents à Saint-Victor-de-la-Coste : augment dotal, héritage fiduciaire, usufruit, pension (et de leur évolution au cours du temps). Voir aussi Claverie, Lamaison (1982, p. 63-64).

²⁸ Il n'y a pas entre testaments et décès un rapport numérique aussi stable qu'entre contrats matrimoniaux et mariages, car beaucoup de personnes meurent sans avoir pu tester (les enfants non émancipés, les victimes d'accidents ou de maladies foudroyantes). L'étude des généalogies montre cependant que la pratique testamentaire est aussi répandue chez les travailleurs de terre que chez les ménagers ou les bourgeois.

²⁹ L'examen de plus de 800 testaments entre 1661 et 1799 montre que le formulaire du préambule testamentaire est stéréotypé et dépend, sauf exception, du notaire et non du testateur.

à ceux qu'il a offensés. La «bonne mort», subie avec patience et dans les prières, force l'admiration des foules, et le prêtre la cite en exemple dans l'acte de décès du registre paroissial.

Il n'est pas jusqu'au nouveau-né en danger de mort que l'on s'empresse d'on-doyer, offrant ainsi un secours précipité au salut de son âme: vertigineux raccourci d'une existence que l'on tente de capter pour la rendre spirituellement conforme aux préceptes de la religion dominante³⁰. On touche ici au point d'attache le plus ténu qui soit entre l'exigence de contrôle social et la destinée individuelle.

II. – LE CONTRÔLE SOCIAL ENTRE LES FAMILLES

La vie quotidienne offre une multitude d'occasions de frottements, liés surtout au voisinage, qui dégénèrent parfois en voies de fait. Les registres de la justice ordinaire en portent témoignage. L'accès aux rares puits, la gestion des tas de fumier et des écoulements, les droits de passage à travers champs, la concurrence tendue entre troupeaux et cultures sont les principales causes de ces désordres³¹. Le règlement spontané de ces problèmes passe par l'insulte, le coup de poing ou de pied, le bâton... très rarement par l'usage de l'arme blanche ou de l'arme à feu. La plupart des affaires se terminent devant le juge seigneurial dont la sentence se limite le plus souvent à l'accord d'une modeste compensation, destinée à réparer les dégâts causés aux biens, les blessures faites aux chairs et les atteintes portées à l'honneur³². Mais les relations de voisinage et la criminalité ne représentent qu'une part infime des occupations de la justice ordinaire. Ce qui mobilise l'activité du juge seigneurial, ce sont les conflits d'ordre familial (pour l'essentiel, des désaccords portant sur les successions ou sur le non-paiement des dots et des légats), et surtout les affaires de dettes³³. Ces dernières, parce qu'elles sont toujours réglées au niveau local, ne peuvent apparaître dans les travaux de recherche portant sur les juridictions d'appel, comme les sénéchaussées ou le Parlement: ceci explique qu'elles aient été jusqu'à présent très négligées.

C'est seulement au delà d'un certain degré de gravité que la justice locale ne parvient plus à régler correctement les conflits. Les parties doivent alors s'adresser aux échelons supérieurs (viguerie, présidial, parlement). Le règlement final n'échappe pas pour autant à l'aire de la localité. Le recours aux instances supérieures a seulement pour but, le plus souvent, d'établir un rapport de forces dont l'équilibre est largement fonction des possibilités financières des protagonistes. Sitôt celui-ci reconnu par les deux parties, il devient pressant de faire cesser les frais en arrêtant la marche de la justice: l'appel à un arbitrage est la porte de sortie la moins onéreuse, celle qui conduit à une transaction³⁴. Les arbitres sont en général des personnalités choisies pour leur proximité géographique et disposant d'une autorité reconnue par

³⁰ Voir le beau chapitre consacré à ce problème par Laget (1980).

³¹ Voir Castan (1980, p. 19); Claverie, Lamaison (1982, p. 31 et 197); et les exemples saint-victorains.

³² Sur l'honneur, voir Muchembled, (1989, p. 43 et 253 s.) et Castan (1980, p. 57).

³³ Des 1 340 affaires venues en audience devant la cour de Saint-Victor-de-la-Coste entre 1691 et 1789, les conflits de voisinage représentent moins de 1,5 %, le criminel guère plus, alors que les questions familiales occupent 12 % de l'activité du juge et les affaires de dettes 82 %.

³⁴ Castan (1980, p. 13-51).

tous : avocats, notaires, hommes d'église, plus rarement seigneurs. Ils sont choisis par les familles en raison des rapports privilégiés que celles-ci entretiennent avec eux, à l'intérieur des réseaux de parentèles et de clientèles. Il est donc particulièrement intéressant d'examiner ces deux filières – parentèle et clientèle –, et de comprendre leur fonctionnement, d'autant qu'elles renvoient aux deux principales sources d'affaires traitées par la justice ordinaire – conflits familiaux et dettes.

1. – LES PARENTÈLES

On ne peut comprendre les rapports de force qui existent à l'intérieur des réseaux de parentèles sans faire référence au système successoral – précipitaire – et au système de l'alliance, très lié au précédent. La circulation des dots joue dans les deux cas un rôle central.

Beaucoup de familles sont fragilisées par la nécessité qui leur est faite de payer un trop grand nombre de dots ou des dots trop élevées. C'est le prix d'une recherche effrénée de liens matrimoniaux destinés à améliorer ou à renforcer les positions acquises. La majorité des dots sont payables à tempérament, sur deux ou trois ans, mais elles sont rarement soldées dans les délais, même par les bourgeois. La plupart des familles attendent de recevoir le versement d'une échéance de la dot « entrante » (celle qu'amène l'épouse de l'héritier) pour pouvoir payer les dots « sortantes » (celles des exclus de l'héritage)³⁵. Tout retard de paiement en un maillon de cette chaîne a des conséquences sur tous les autres maillons. Chaque couple marié est donc soumis en permanence au contrôle des couples apparentés qui attendent de lui le paiement de telle ou telle échéance, quand ils n'espèrent pas un retour de dot ou une part d'héritage, lorsqu'il n'y a pas d'enfants vivants.

La question du paiement des dots n'est pas pour autant un facteur de rupture sociale. Au contraire, elle contribue parfois à instaurer une certaine solidarité entre des familles à niveaux de fortune différents. De quelle façon ? L'une des conséquences évidente du système précipitaire est que chaque couche sociale produit un nombre plus grand d'enfants exclus de l'héritage qu'elle ne fabrique d'héritiers. Il lui est donc impossible de marier l'ensemble de ses enfants à rang égal, comme le voudrait la stricte endogamie sociale. Statistiquement, un ménage qui a trois enfants parvenus à l'âge adulte (situation moyenne) peut espérer trouver un bon parti pour son héritier, il peut également allier une de ses filles à un héritier de même condition, mais il devra accepter pour son troisième enfant un net déclassement. Ce dernier peut prendre deux formes : ou bien celle d'une alliance avec un enfant doté de même niveau social (mariage « fondateur », accompli grâce à l'addition de deux dots, et aboutissant forcément à un statut social inférieur à celui des parents, puisque sans héritage), ou bien celle d'un mariage avec un héritier de condition inférieure (fils aîné ou fille aînée de laboureur ou d'artisan, par exemple). La contrepartie de cette situation est qu'un héritier de la couche inférieure trouve une épouse au-dessus de son rang, qui renforce son assise sociale et lui apporte une solide dot, facilitant ainsi le paiement des dots de ses frères et sœurs³⁶. La « cascade » des dots et des liens

³⁵ Pour s'en convaincre, il est nécessaire d'établir un bilan des dots entrantes et sortantes d'une famille donnée, ou d'une couche sociale prise dans son ensemble.

³⁶ Ce système est exposé en détail dans le chapitre VI de ma thèse.

d'alliance qui en résulte se superpose alors au réseau déjà créé par l'inégalité successorale, grâce auquel des cousins germains, issus d'une même fratrie (donc d'un héritier et de ses frères et sœurs dotés), se voient classés dans des couches sociales différentes.

En somme, le système précipitaire aboutit, directement ou indirectement (par son propre mouvement ou par le jeu d'alliance qu'il implique), à la constitution de réseaux de parentèle traversant verticalement les stratifications sociales. À travers ces réseaux transitent maints enjeux de pouvoir. Les liens de dépendance et de parenté ainsi constitués contribuent à l'évidence à renforcer la cohésion sociale et les contrôles verticaux.

2. - LES CLIENTÈLES

À côté des jeux de l'alliance, la question de l'endettement est d'une importance capitale pour la compréhension des mécanismes du contrôle social dans le monde rural. Le contentieux lié à la dette occupe la plus grande part des activités de la justice ordinaire³⁷. L'analyse des prêts par obligation contenus dans les registres de notaires montre qu'une bonne partie de la population vit dans un état de dépendance et de précarité, l'essentiel de ses biens étant engagé pour dettes. L'origine de l'endettement paysan est d'une grande banalité. Une famille, ayant épuisé ses réserves à la suite d'une mauvaise récolte, emprunte du grain pour les semailles ou pour sa nourriture en période de soudure. Incapable de rembourser au bout de l'an, elle convertit sa dette en argent, avec engagement d'une terre. Pour peu qu'il lui devienne nécessaire de payer une dot, ou d'acheter une mule, la dette va croître jusqu'à rendre nécessaire la vente au créancier de la terre engagée, et un nouvel emprunt, à moins que le débiteur ne tente de rembourser en travail³⁸.

Le prêt sous toutes ses formes, couramment pratiqué par les principaux propriétaires, leur fournit donc à la fois une source d'enrichissement foncier, une main-d'œuvre bon marché et une masse de manœuvre docile. Mais les créanciers eux-mêmes sont souvent redevables de capitaux à plus riches qu'eux. À côté des réseaux de parentèles, existent donc des réseaux de clientèles, à l'intérieur desquels les services rendus se payent en soumission et en respect vis-à-vis de règles sociales imposées d'en-haut. Le point de rupture de ce mécanisme est atteint dès qu'une crise économique particulièrement forte rend impossible tout remboursement. Les hypothèques se transforment alors massivement en transferts de propriété et le débiteur se trouve réduit à la domesticité, condamné au départ et souvent à la marginalité. La menace de mort par absence totale de moyens d'existence, qui pèse lourdement sur les familles les plus pauvres, atteint alors son paroxysme³⁹. Le seul recours possible est celui qu'offrent les institutions englobantes, église et communauté, qui gèrent la charité publique, à moins que ne soient choisies la voie de la rapine ou celle du banditisme.

³⁷ 82 % des affaires à Saint-Victor-de-la-Coste.

³⁸ À Saint-Victor-de-la-Coste, 24 % au moins des ventes de biens sont faites sous la contrainte d'une dette à rembourser.

³⁹ La reconstitution de familles «*vrayement pauvres*» assistées par la communauté de Saint-Victor-de-la-Coste montre qu'elles disparaissent physiquement au bout de quelques mois lors des crises de 1696 ou de 1709.

Le rôle des parentèles et des clientèles dans le règlement des conflits et dans le contrôle social n'apparaît pas facilement au grand jour. Il faut procéder à des investigations poussées, nécessitant le croisement d'un grand nombre de sources, pour détecter la présence de quelques personnages-clés qui occupent des positions stratégiques dans les réseaux familiaux et économiques du village. À Saint-Victor-de-la-Coste à la fin du XVII^e siècle, Louis Buon est un de ceux-là. *Praticien*, c'est-à-dire quelque peu frotté de droit, il se constitue un pécule en servant d'homme d'affaire au seigneur et de procureur à divers bourgeois de la région. Il se met alors à prêter du blé pour la semence, avance de l'argent pour l'imposition -dont il est un des fermiers-, achète les terres des personnes dans le besoin. Il prend sous sa coupe plusieurs branches de sa propre famille ou de familles plus éloignées en paraissant de nombreux enfants, à qui il donne son prénom, ou en les mariant entre eux. Très actif dans la communauté, il est souvent sollicité comme arbitre pour régler les problèmes des uns et des autres. Après sa mort, sa femme, puis son fils et sa belle-fille continuent son action en allant dans le même sens. Ils parviennent ainsi à créer dans le village une concentration sans précédent de patrimoine et de notoriété.

Mais de telles réussites ne pourraient atteindre leur plein accomplissement si elles ne disposaient d'un pouvoir politique qui leur permet d'assurer de façon plus rigoureuse leur contrôle sur le village.

III. – FAMILLES ET INSTITUTIONS LOCALES

Au delà des liens économiques et familiaux, certaines familles du village bénéficient de moyens particuliers de contrôle sur l'ensemble de la société villageoise grâce aux institutions qui y exercent leur autorité. Celles-ci appartiennent à quatre domaines : municipal, juvénile, religieux, seigneurial.

1. – FAMILLES ET COMMUNAUTÉ

Dans le Midi de la France, la principale institution d'ordre local, la plus puissante en tous les cas, est la communauté d'habitants. Elle est représentée par ses trois organes : le conseil général, le conseil politique, et les consuls⁴⁰. Chacun de ces organes est représentatif d'une partie de la population. Le conseil général rassemble les chefs de famille propriétaires. En sont donc exclus, parmi les adultes, les femmes (même les veuves y participent rarement), les célibataires (sauf exception rarissime d'un célibataire ayant hérité du bien paternel), les domestiques. Encore très actif au début du XVIII^e siècle, cet organe se réunit de moins en moins au fur et à mesure que se mettent en place les réformes municipales imposées par l'État royal. Le conseil politique, restreint à une dizaine de personnes nommées par les consuls sortants, joue alors un rôle de plus en plus important. L'analyse de sa composition montre qu'il représente les couches supérieures de la société rurale : bourgeois, gros ménagers, entrepreneurs. Un petit nombre de familles y dominent, et se perpétuent dans ces fonctions de génération en génération. Jusqu'à la deuxième moitié du XVIII^e

⁴⁰ Fournier (1972, p. 459), (1991). Pour la Provence, voir Emmanuelli (1975, p. 157-200), Derlange (1987).

siècle, les consuls sont à l'image du conseil politique, qui les désigne⁴¹. Après cette date, ils achètent leur charge, ce qui leur confère une autorité de longue durée sur l'ensemble de la communauté. Dès la fin du XVII^e siècle, l'achat d'une charge de maire procure les mêmes avantages. Dans ces conditions, le système municipal fonctionne comme un outil de domination des familles les plus en vue sur l'ensemble de la société rurale⁴².

La principale préoccupation des habitants est la gestion de l'espace communal. La plupart des communautés de Languedoc ont à leur disposition des droits étendus qui leur permettent de réglementer le terroir cultivé (bans de vendange, délimitation de « devoirs » destinés au pâturage des différentes sortes de bestiaux, protection des récoltes contre le vol) et de faire respecter cette réglementation en nommant des gardes-terres. Beaucoup de communautés disposent également de biens importants : vastes espaces de bois et de pâturage, bâtiments (église, maison commune, murailles, hôpital, moulin)⁴³. La gestion de ces biens propres ne nécessite pas seulement une réglementation et une police particulières, elle comporte aussi des adjudications, tant pour les travaux à effectuer que pour l'exploitation. Les bois, par exemple, peuvent produire d'importants profits et attirent de ce fait bien des convoitises. Au delà des aspects strictement matériels, la communauté a à sa charge deux domaines-clés de la vie sociale : l'éducation et l'assistance aux pauvres. Enfin, elle assure les fonctions de plus petit échelon de l'administration royale, et comme telle perçoit l'impôt et organise le logement et le transport des troupes. Chacune de ces activités est l'occasion d'établir des liens de dépendance entre les principaux habitants et les autres membres de la communauté, qui leur sont à la fois redevables de certains services et soumis, comme administrés et comme contribuables.

L'ensemble de ces responsabilités constitue une lourde charge pour les seules épaules de deux consuls. Il n'est donc pas étonnant que certains habitants du village, en général les plus riches et les mieux éduqués, jouent le rôle d'éminences grises : ils tentent de régler eux-mêmes la plupart des affaires de la communauté en faisant pression sur les consuls, sur le conseil, et en s'assurant du soutien des administrations de tutelle. Le seigneur et ses hommes d'affaires, le prieur et le curé, quelques bourgeois, se partagent ainsi le pouvoir effectif, non sans que de nombreux conflits d'intérêts les divisent et les opposent. On peut tracer sur la longue durée une véritable généalogie de ces conflits, qui se superpose bien souvent avec la généalogie des principales familles du village. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que les protagonistes des nombreuses batailles – juridiques mais aussi parfois physiques – qui jalonnent la vie villageoise se recrutent invariablement dans les parentèles et les clientèles soumises aux dirigeants des divers camps en présence. Les oppositions se cristallisent alors sous la forme de *syndicats* semi-institutionnalisés, dont l'action poursuit un objectif précis, de *cabales* plus spontanées, montées contre tel ou tel responsable, et de *partis*, qui regroupent de façon informelle les partisans du seigneur ou les défenseurs de l'autonomie communale⁴⁴.

⁴¹ À Saint-Victor-de-la-Coste, 85 % des premiers consuls sont bourgeois ou ménagers, 45% des seconds consuls sont ménagers, alors que bourgeois et ménagers ne représentent que 24% des contribuables.

⁴² Cet aspect, et tout ce qui va suivre, est largement développé dans la quatrième partie de ma thèse.

⁴³ Blanchard, Pélaquier (1988, p. 159-167).

⁴⁴ Pélaquier (1987, p. 150-170). Voir également Castan (1969, p. 9-10); Larguier (1980, p. 31-32).

Le contrôle exercé par la communauté se résume donc, tout compte fait, à un contrôle établi par quelques familles, souvent alliées entre elles. Dans ces conditions, le pouvoir communal devient une sorte de prolongement du pouvoir familial, même si l'échelle à laquelle il s'exerce lui confère une nature qualitativement différente. Le jeu des parentèles et des clientèles fait que les «*principaux habitants*» sont bien obligés de tenir compte, au moins d'une manière minimale, des intérêts des plus pauvres. La tutelle de l'administration provinciale, qui tend à se renforcer tout au cours du XVIII^e siècle, pourrait paraître un autre frein opposé aux ambitions des caciques locaux. Mais ces derniers savent s'adapter à ses exigences et tirer parti des diverses réformes institutionnelles qui ont jalonné l'époque moderne.

La résistance multiforme d'une partie des habitants contribue grandement à atténuer l'emprise du pouvoir royal, au moins jusqu'à 1750. Les réponses mensongères ou biaisées aux enquêtes de l'Intendant, la non-exécution des ordonnances, la persistance de caisses noires alimentées par la ferme de certains biens communaux, parfois le refus pur et simple d'obtempérer, permettent à l'ensemble des habitants d'échapper ou de retarder la mise en application de la réglementation royale. L'État n'est pas encore à même de faire respecter sa propre loi, sitôt que l'on s'éloigne des domaines vitaux que constituent pour lui la fiscalité et l'entretien des troupes armées, sur lesquels il doit concentrer tous ses moyens de contrôle et de coercition. Après 1750, les institutions communales créées par la monarchie sont investies par la bourgeoisie locale qui en fait l'instrument privilégié de sa domination. Les seuls lieux possibles de résistance sont alors les institutions extra-municipales, comme les confréries religieuses, la seigneurie ou les organisations de jeunesse.

2. - LES INSTITUTIONS LOCALES EXTRA-COMMUNAUTAIRES

Au delà de l'action que peut avoir sur l'Église l'institution communale, réduite le plus souvent à l'entretien des bâtiments du culte et du logement du curé, les institutions religieuses disposent d'une relative autonomie vis-à-vis de la communauté. Les confréries ont une double dimension, spirituelle et d'assistance, ce qui leur confère un poids réel sur la vie de la paroisse. Bien entendu, si ce sont les notables de la communauté qui en sont les recteurs, les deux formes de pouvoir s'ajoutent entre leurs mains⁴⁵. Ce phénomène est encore renforcé lorsque le curé (ou le prieur) est natif du lieu même ou d'une localité voisine. Dès lors, son action peut s'agréger au contrôle qu'exercent les principales familles sur l'ensemble de la communauté. Des couples de frères curé-maire, curé-consul perpétuel ou curé-notaire ne sont pas rares, et marquent fortement de leur empreinte la vie des villages⁴⁶. Mais les confréries servent parfois de relais à ceux qui veulent au contraire s'opposer à la domination de certains habitants sur la vie villageoise. Curés, seigneurs, ou notables mis en minorité dans la communauté tentent alors d'en faire leur instrument pour contrebalancer le pouvoir en place, ou lui imposer leur volonté (en matière de bâtiments ecclésiaux, d'école ou d'ordre public, par exemple).

La seigneurie offre elle aussi à certains villageois un terrain idéal pour cultiver leur ambition. Il n'est pas rare, dans une période où les seigneurs sont souvent

⁴⁵ Pour la Provence voisine, voir Froeschlé-Chopard (1980, p. 147-177).

⁴⁶ Collomp (1983, p. 31).

absentéistes, que leurs représentants dans la communauté exercent un véritable monopole du pouvoir. Ils sont lieutenants de juge, fermiers seigneuriaux, procureurs du seigneur, ou même tout cela à la fois. Ils cumulent souvent ces activités au service de la seigneurie avec des charges communales, une fonction consulaire, la collecte des impôts ou la ferme de l'étape militaire. Leur pouvoir s'étend alors sur l'ensemble du champ local et ils deviennent de véritables «*tyrans de village*» qui rançonnent littéralement les habitants, jusqu'à provoquer des révoltes parmi ceux-ci⁴⁷. Plus souvent cependant, le contrôle des hommes du seigneur s'appuie sur la justice ordinaire et s'apparente à une forme institutionnalisée d'arbitrage. On se rapproche alors des jeux plus traditionnels que pratiquent, à l'intérieur du village, parentèles et clientèles. Quand la famille seigneuriale réside dans le village, elle y joue bien entendu sa partie, aidée en cela par l'exercice de droits seigneuriaux vénaux qui sont loin d'être négligeables (même s'ils pèsent moins lourd que ceux des seigneuries de la moitié nord de la France)⁴⁸. Le seigneur s'appuie aussi sur son prestige, qui reste grand, et sur ses droits honorifiques et de police, pour s'affirmer au village comme l'un des agents incontournables du contrôle social.

Les organisations de jeunesse, dont nous avons déjà parlé, sont le dernier relais possible laissé disponible à l'action des familles. Nous tenterons, en analysant un exemple centré sur la jeunesse, de montrer comment l'ensemble des institutions que nous avons évoquées plus haut peuvent jouer les unes par rapport aux autres dans le processus de contrôle social qui s'exerce sur les habitants.

IV. – UN EXEMPLE DE CONFLIT EN MILIEU RURAL: LA JEUNESSE «LIBERTINE» DE SAINT-VICTOR-DE-LA-COSTE

Entre 1757 et 1785, la jeunesse de Saint-Victor-de-la-Coste se fait remarquer par sa turbulence : elle prend ainsi sa part d'un mouvement qui a été observé dans l'ensemble de la province, et même bien au-delà, à partir du milieu du XVIII^e siècle⁴⁹.

L'objet des organisations de jeunesse est essentiellement festif. Quand un jeune se marie, les autres vont lui jouer l'aubade pour lui faire honneur. En retour, le jeune marié donne une somme d'argent avec laquelle toute sa classe d'âge va manger au cabaret. Pendant le carnaval, les jeunes «*battent de la caisse*», et ils se chargent aussi d'organiser les danses lors de la fête patronale⁵⁰.

En juillet 1757, le fournier Jacques Buon (47 ans) est mandaté par la jeunesse pour demander l'autorisation d'organiser une fête. Pourquoi le fournier ? Sans doute parce qu'il est un des fermiers de la seigneurie. Car ce n'est pas au maire, ni aux consuls, que la jeunesse s'adresse, mais à la seigneuresse Jeanne Domergue, à laquelle Buon écrit à son domicile d'Uzès : «(les jeunes) *non poin voulut nen rien*

⁴⁷ Castan (1980, p. 45-46 et p. 78-80), Pélaquier (1986).

⁴⁸ À la veille de la Révolution à Saint-Victor-de-la-Coste, le prélèvement des puissances (État, église, seigneurie) s'élève à 18 % du produit brut ou 23,5 % du produit net. D'une manière générale en Languedoc, le prélèvement varie entre le quart et le tiers du produit : Bastier (1975, p. 263-264). Dans le bordelais, il dépasse ces pourcentages : Aubin (1989, p. 269-270).

⁴⁹ Agulhon (1968, p. 43-63), Nicod (1971, p. 145-165), Castan (1980, p. 207-210), Duport (1986).

⁵⁰ La source de ce qui suit est la correspondance passive de Jeanne Domergue, seigneuresse de Saint-Victor. *Archives de Ripert d'Alauzier, Archives départementales du Gard*, 72 J, p. 407.

entreprendre sans votre consentement, come vous son été soumis». Les jeunes gens paraissent donc respecter l'autorité de la seigneurie, au moment même où l'institution communale tente de s'en affranchir. La jeunesse en effet a besoin d'un protecteur qui soit placé au-dessus du monde des adultes, et le seigneur justicier est l'arbitre traditionnel de l'ensemble des habitants⁵¹. L'objet même de la demande est placé d'emblée sous le signe de la coutume: *«vous savez que toujours la coutume ensienne dan St Victor e(s)t de faire un petit divertissement»* au moment de la fête. Mais il importe surtout aux jeunes que Saint-Victor maintienne son rang par rapport aux autres villages de la région: *«sela les chagrine assez for de passer la faite sans faire comme fon (les jeunes) dans plusieurs autre endroit circonvoin»*. D'ailleurs, *«sy (ce) n'étoit pas à cause des étreusé (étrangers), (ils) ne fairoit seulement rien»*! Toutes ces précautions d'écriture montrent bien que le demandeur craint un refus. La raison de cette crainte transparaît dans la suite de la lettre: *«navez point peur de la moindre chause, car je vous répons quils y a présent aucun carionneur»*. La seigneuresse a donc peur que la fête ne tourne au carillon. Pourquoi?

Deux autres lettres expédiées à la même destinataire huit jours plus tard - l'une du fournier, l'autre du maire Jean Brunel-, éclairent la situation: la jeunesse de Saint-Victor est *«divisée»*. Il y a une *«grande et ancienne jeunesse»*, composée de 40 à 45 garçons *«braves enfants»*, *«de bonne famille»* et *«de pais»*, *«quy son tous bien doux»* et *«rougiroins d'onthe de dire une mauvese parolle»*. Cette jeunesse-là a ses *abats*, un homme marié et un jeune homme, tous deux nommés par leurs pairs et approuvés par la seigneuresse, annuellement, comme les consuls⁵². Elle est soumise à l'autorité du maire et respecte l'interdiction qu'il lui a faite de sortir tard la nuit. Mais il y a aussi une *«petite jeunesse»*, composée d'une dizaine d'*«esprits évaporés»* qui *«ne veulent rien entendre: ils veulent etre leurs metres et netre pas soumis à personne»*. Ils ne reconnaissent pas l'*abat* nommé et veulent en nommer un eux-mêmes. Ils refusent d'obéir aux injonctions du maire et aux sollicitations de la grande jeunesse, qui voudrait les absorber pour les raisons qu'*«il ny a riens de plu beau dans le monde que l'unions, et... riens de plus laid que la divisions»*. Ils vont dehors *«toutes les festes et dimanche et toute la nuit avec fifre et tambour»*, n'obéissant à aucune interdiction.

Il est intéressant de connaître l'origine de cette scission. Elle s'est faite en février, le jour de Notre-Dame, lors du tirage au sort de la milice au village de Saint-Geniès, voisin de Saint-Victor. Avec un étonnant courage, un certain Jean Rocher, fils de tisserand-travailleur âgé de 32 ans, osa s'élever contre l'injustice du tirage au sort, protestant contre les exemptions dont bénéficiaient le garde-chasse de la seigneuresse de Saint-Victor (qui est Jean Buon, le frère du fournier...), le garde-chasse et le procureur d'un domaine noble, et encore le Sieur Carretier, buraliste du papier timbré de Saint-Victor - et bon bourgeois -. Le subdélégué de l'Intendant à Villeneuve-lèz-Avignon, le Sieur Duret, dut imposer le silence au contestataire en se moquant de lui. Mais, ironie du sort ou manipulation, le sort tomba sur ce même Jean Rocher. On imagine la rage du jeune homme. Le soir, ceux qui avaient échappé à la milice allèrent souper à l'auberge, puis ils dansèrent une farandole à travers le village. Le Sieur Carretier, l'une des cibles des protestations de Rocher, les invita alors à venir goûter son vin. Rien dans tout cela qui ne fasse partie des usages. Mais

⁵¹ Pellegrin (1979-1982, p. 77-78).

⁵² Sur les abbés de jeunesse et leur rôle dans l'organisation des fêtes, voir Vovelle (1976, p. 50s).

pour Jean Rocher, qui est un «*esprit imaginaire*», la farandole n'avait d'autre objet que de se moquer de lui. Dès lors, la division s'est introduite dans la jeunesse de Saint-Victor. Une quinzaine de jeunes, «*sans la moindre retenue dans leur résonnement et en leur actions,... trouble(nt) tous les jours le repos public en jouant du tambour jusque à une heure après minuit*». Parmi eux, des fils de travailleurs, dont plusieurs parents de Rocher, mais aussi un fils de petit ménage.

Malgré l'intervention de la grande jeunesse, qui se déplace à la ville d'Uzès au début août pour rencontrer la seigneuresse, malgré les mesures prises par le maire, qui fait fermer les cabarets pendant la messe et le soir à partir de dix heures, l'auto-ritisation de faire la fête n'est pas accordée. Une partie des événements qui suivent nous échappe, mais le maire mentionne dans une lettre du 20 novembre une incarcération des membres de la petite jeunesse dans les prisons d'Uzès. Cette mesure ne semble pas avoir apporté le calme, car dès leur sortie, les jeunes tirent des coups de fusil contre le portail du maire, manquant de peu de blesser son gendre Jean-Antoine Mathon (qui est aussi un cousin de la seigneuresse). Celui-ci renonce à porter plainte après que les jeunes gens soient venus s'excuser, mais les carillons continuent : «*Pailhon, Isnard et leurs assossés ont batu le tambour cette nuit dernière par tout le vilage en chantant des chansons infammes qu'ils ont composé eux même contre des personnes du même Lieu, même des chansons diffamatoires... Mr le secondaire est fort piqué contre eux, etandant du balcon les sotizes qu'ils font et disent*».

Nous savons que la seigneuresse a fait appel à l'autorité, puisqu'il nous reste deux lettres de janvier 1758 qui lui ont été écrites par le baron de Cornillon, viguier et gouverneur de la ville de Bagnols. Dans la première lettre le baron entend lutter contre «*les déportemens de cette jeunesse libertine*» en convoquant les coupables pour les châtier, mais dans la deuxième, il se retranche derrière l'autorité du maréchal de Thomond, commandant en chef de la province, à qui la seigneuresse devra d'abord porter sa plainte, afin que le baron soit autorisé à agir... C'est seulement en mars 1758 que la jeunesse est mise en demeure de faire porter à Uzès son étendard et ses tambours. Mais cette injonction s'adresse aussi bien à la petite jeunesse qu'à la grande, cette dernière devant même envoyer en prison quatre ou cinq de ses membres «*des plus libertins*», en compagnie des carillonneurs. Or, Jacques Charavel, abbé de la grande jeunesse, proteste que ses membres ont eu «*trop de bonté et de passiance:... jusque à quel poins notre passiance se porte que nous avons souffrir (souffert) de nous laisser fraper et meurtrir de coups de pierre sans nous deffandre*». D'autre part, le vieux drapeau de la grande jeunesse a été remis depuis longtemps entre les mains du maire, mais la petite jeunesse ne veut pas rendre le drapeau neuf qu'elle s'est fait confectionner. Si ses membres acceptent de s'accorder avec leurs adversaires, c'est seulement, disent ces derniers, pour éviter d'aller en prison. Plus d'un an après les premiers troubles, la question de la jeunesse n'est donc toujours pas résolue...

On n'entend plus parler des jeunes jusqu'en 1762. Mais cette année-là, le prieur des frères prêcheurs qui conduit une mission à Saint-Victor écrit à la seigneuresse qu'il a demandé aux officiers seigneuriaux «*d'empêcher la profanation des saints jours de dimanche et de fête par la fréquentation des cabarets*». Le curé Ribière note la même année que la croix de la dernière mission est «*un rendez-vous des jeunes hommes et des filles qui, sous prétexte de dévotion, trouvent le moyen de tromper leurs parents*». De ce moment, la turbulence de la jeunesse entre de plus en plus en conflit avec l'autorité religieuse.

En 1784, le nouveau curé de Saint-Victor, Joseph Bayle, porte plainte auprès du subdélégué Duret contre le cabaretier Joseph Moynier⁵³. Celui-ci serait la cause de désordres «*par l'habitude où il est de recevoir du monde chez lui la nuit à heure indue, et les jours de fête et dimanche pendant le service divin*». Les consuls sont aussi coupables de ne pas sévir, quoiqu'ils y soient obligés par une ordonnance du Parlement⁵⁴. Duret s'adresse alors au Lieutenant général du roi en Languedoc, à qui il décrit «*le caractère de libertinage de la jeunesse de cette communauté*» qu'il connaît bien depuis le tirage au sort de 1757... En février 1785, le curé Bayle et son vicaire, dont la plainte n'a eu aucun effet, décident de s'adresser à la justice ordinaire de Saint-Victor. Ils citent dix-neuf témoins, hommes et femmes, pour attester des faits suivants : «*Hier dimanche immédiatement après vêpres, entre 3 et 4 heures, le curé étant monté en chaire pour instruire ses paroissiens, il aurait apparu à l'extrémité de l'église un grand nombre de jeunes gens qui se poussaient les uns les autres. Le bruit et le tumulte augmentant, (le curé) exorta ses auditeurs à être tranquilles*». Ce discours étant sans effet, le vicaire requiert les consuls d'intervenir. Il est aussitôt hué par les jeunes gens qui font des «*bruits sourds*» et des signes de moquerie avant de s'enfuir dans les ruelles avoisinant l'église. L'un d'eux, qui est capturé, refuse de donner les noms de ses amis, un autre répond par une grossièreté scatologique. Au dire des prêtres, de tels désordres durent depuis longtemps. Presque tous les soirs, et principalement les jours de fêtes et le dimanche, les jeunes gens s'attroupent et troublent le repos public. En juin dernier, ils ont escaladé le mur de la maison du vicaire vers les onze heures du soir et chanté des «*chansons infâmes*», puis battu du tambour. «*L'indécence et le mépris de la religion sont à leur comble*». Et ce n'est pas fini : en juin suivant, le curé et le vicaire ont encore occasion de se plaindre au Lieutenant général, d'être traités de «*prêtres ridicules et méchants*», et de voir leurs sermons accompagnés de «*cris, huées et beuglements*»⁵⁵.

Il semblerait que l'Église soit devenue, après la milice et les notables, la principale cible de l'action moqueuse des jeunes. Pourtant, une des clés de l'attitude adoptée par la jeunesse dans cette période pourrait tout aussi bien être cherchée dans l'atmosphère qui règne à Saint-Victor depuis que la nouvelle seigneuresse Marie Madeleine Thérèse Domergue a entrepris de restaurer ses droits seigneuriaux en usant d'une main de fer (ce que ne faisait pas, loin s'en faut, sa demi-sœur Jeanne, plus portée à la persuasion). En 1776, la seigneuresse obtient du Parlement de Toulouse une déclaration de ses droits honorifiques, qui s'étend longuement sur la préséance qui lui est due lors des cérémonies religieuses et civiles, par rapport aux consuls et à l'ensemble des habitants. Ce document va jusqu'à faire obligation aux consuls de supprimer les accoudoirs de leurs bancs à l'église, et exige d'eux un comportement déférent vis-à-vis de la seigneuresse. Il astreint les habitants à demander permission au château pour faire la fête, danser ou même battre le tambour. Dans ces

⁵³ La relation des événements de 1762 et de 1785 est tirée des *Archives de l'Hérault*, C 6870 et 6871, des *Archives communales de Saint-Victor-de-la-Coste* et des *Archives de la Justice ordinaire de Saint-Victor, Archives départementales du Gard*, non classés, registre 17 (registre de greffe). Le curé Bayle était vicaire depuis 1782.

⁵⁴ Il s'agit d'un arrêt du Parlement du 27 mars 1778 sur la décence et le respect dans les églises.

⁵⁵ Il est intéressant de noter que des troubles similaires se produisent la même année en plusieurs lieux du Languedoc. Voir par exemple à Pignan, près de Montpellier : *Archives départementales de l'Hérault*, C 6796 (*Batterie de la jeunesse et danses pendant les fêtes de Pâques*), et les exemples cités par Castan (1980, p. 207-208).

conditions, l'église étant le principal lieu d'exercice des droits honorifiques, on ne saurait s'étonner que les jeunes l'aient choisie pour manifester leur mécontentement⁵⁶. Ce n'est là qu'une hypothèse, que l'indigence de la documentation communale de cette période ne permet pas d'approfondir. Le fait que les droits honorifiques de la seigneuresse soient alors sur le point d'être confirmés à nouveau (ils le seront en 1786) tend cependant à l'étayer.

Il ne semble pas que les consuls se pressent beaucoup pour rétablir l'ordre. Leur bienveillance paraît acquise à la jeunesse, au moins à une partie d'entre elle. Au mois d'avril 1785, le subdélégué Roussel, de Pont-Saint-Esprit, se plaint que les consuls de Saint-Victor aient pris le prétexte de la pluie pour ne pas se rendre avec leur jeunesse au tirage au sort de la milice à Roquemaure. Il les rend personnellement responsables de cette absence et leur fixe un nouveau rendez-vous à Villeneuve, «à huit heures du matin, quelque temps qu'il fasse» (Villeneuve est à 20 km de Saint-Victor). Aussi tente-t-on de calmer le jeu. Le 7 août, le notaire Pierre-Paul Bertrand prend lui-même la plume pour écrire au seigneur afin de lui demander de bien vouloir approuver les nouveaux *abats*, et permettre que la fête patronale, la *vote*, ait lieu. Les élus sont Joseph Mathieu, le fils d'un cordonnier et boucher, âgé de 24 ans, et Simon Vincent, un tisseur de toile de 25 ans. Le notaire note bien que seuls deux garçons s'opposent à l'élection de leurs nouveaux chefs. L'un d'eux est Joseph Cassan, un cadet de ménage de 21 ans qui prétendait lui-même à être *abat*. L'autre est Jacques Raynaud, lui aussi fils de ménage, âgé de 32 ans et l'un des carillonneurs les plus actifs. Le notaire profite de sa missive pour demander au seigneur d'intervenir auprès de Raynaud afin qu'il reste tranquille. La lettre est contresignée par les deux consuls et l'on peut penser qu'elle marque – provisoirement – la fin de la contestation, au moins jusqu'à la Révolution française.

Cet exemple montre bien comment peuvent s'articuler les actions menées par chacune des institutions locales dans l'occurrence et le déroulement d'un processus conflictuel et comment ces institutions peuvent jouer des rôles complémentaires ou contradictoires dans le maintien du contrôle social. Dans le cas présent, ce sont les organisations de jeunesse qui occupent le centre de l'arène, soit comme moteur de la contestation (la *petite jeunesse*), soit au contraire comme outil apparemment docile de l'ordre social (la *grande jeunesse*). Autour d'elles la seigneurie, la communauté et l'Église sont tour à tour cibles de l'action moqueuse, instigateurs de la répression et instruments du processus tendant à apaiser les tensions. Le recours aux institutions englobantes, administration et justice royale, reste limité. Par contre, le jeu des familles apparaît nettement dès que l'on prend la peine d'identifier les protagonistes. Si, dans les années 1750, les carillonneurs étaient pour la plupart des fils de travailleurs de terre ou d'artisans, appartenant au même groupe de parenté, dans les années 1780 ils sont presque tous fils de ménagers (il n'y a parmi eux qu'un cordonnier). Cette évolution du recrutement des *libertins* rend compte d'un glissement dans les causes de l'agitation.

À l'origine du conflit, se trouve montrée du doigt de la manière la plus nette l'inégalité qui s'est instaurée entre quelques Saint-victorains privilégiés et la plupart des autres habitants devant un devoir particulièrement contraignant et honni : la contribution à la milice. Une fois la crise déclenchée, l'agitation se tourne contre

⁵⁶ Voir à ce sujet, Castan (1982, p. 13-16).

l'ensemble des dominants, touchant même directement la maison du maire et la personne de son gendre, proche parent de la seigneuresse. Plus tard, c'est l'Église qui paraît visée, ou plus exactement les prêtres. Mais nous avons vu que la contestation pouvait tout aussi bien porter sur les prétentions de la seigneuresse.

Dans ces conditions, on ne saurait s'étonner de l'attitude changeante des consuls et des principaux habitants, qui s'insurgent quand ils sont pris pour cible par les contestataires mais ne voient pas d'un trop mauvais œil la mise en cause de la seigneuresse et des prêtres. Leur souci est sans aucun doute de distinguer la partie la plus calme de la jeunesse (les «*braves enfants... de bonne famille*») des plus turbulents (les «*libertins*»), en sachant très bien que leurs propres enfants ou les enfants de leurs clients et alliés peuvent appartenir selon le moment à l'une ou à l'autre de ces catégories. En règle générale, les «*principaux habitants*» trouvent exagérées les démarches de la seigneuresse et des prêtres auprès des autorités et de la justice, contraires en tous cas à la règle implicite qui voudrait que les problèmes de la communauté soient réglés entre ses habitants.

Il est difficile de percevoir jusqu'où s'exerce l'action du lien familial dans le processus conflictuel. On peut supposer que, non contents de ne pas décourager leurs enfants, certains parents aient pu les pousser à agir contre la seigneuresse, les prêtres ou quelques uns des «*principaux habitants*». Ces derniers, de leur côté, ont sans doute utilisé leurs liens familiaux pour ralentir ou accélérer, selon le moment, le processus de la contestation. On peut tenter d'insérer les événements des années 1757-1785 dans la trame conflictuelle qui parcourt toute l'histoire du village depuis plus d'un siècle. Dans les années 1650, s'est formé à Saint-Victor un *syndicat* opposé aux entreprises du seigneur, avec à sa tête un des principaux bourgeois du village. Ce groupement a disparu dès que ses objectifs immédiats se sont trouvés réalisés, mais il a subsisté en tant que *parti*, c'est-à-dire de façon plus ou moins informelle. On peut reconnaître dans ses membres successifs la continuité des principaux lignages. Face à lui, se dresse un autre *parti*, celui du seigneur, qui tend à perpétuer la mainmise du château sur la communauté. À chaque occasion, l'un ou l'autre de ces deux groupes se réactualise sous une forme nouvelle, se constituant en *faction* dans l'assemblée communale, montant une *cabale* contre tel ou tel dirigeant local, lançant de nouvelles actions contre l'adversaire. Celles-ci débouchent parfois sur des violences, parfois sur un procès retentissant. On voit alors apparaître un nouveau *syndicat*, dont le rôle est de soutenir le procès, financièrement, et les dirigeants du groupe, politiquement.

Ce mode de fonctionnement est encore présent durant la période révolutionnaire. La contestation revient alors en force à Saint-Victor-de-la-Coste, dans la foulée du parti montagnard, qui amalgame aux clivages traditionnels les oppositions issues des débats nationaux. Jeunes et moins jeunes se lancent à l'assaut des privilèges honorifiques de la seigneuresse -causant même des dégâts au château-, et prennent à parti les bourgeois modérés. Le cabaret est, une fois encore, le lieu de rencontre des contestataires, dont les modes d'action alternent violence et moquerie. Les dirigeants des deux partis sont ceux-là mêmes qui les inspiraient déjà dans les années 1780: d'un côté le notaire Bertrand, ci-devant lieutenant de juge seigneurial, de l'autre le cabaretier Moynier qu'appuie le bourgeois Deleuze, devenu juge sous la Terreur.

On peut donc repérer, d'un événement à l'autre, la persistance des oppositions traditionnelles entre certains groupes de parenté et de clientèle formés bien avant la

période révolutionnaire et destinés à connaître encore un long avenir...⁵⁷. Pour autant, chaque événement ne peut être entièrement expliqué en se référant seulement au jeu des partis ou à celui des groupes familiaux. Ces derniers ont sans doute tenté de récupérer, ou d'orienter, un mouvement qui, à l'origine, disposait de ses propres motivations, mais il reste bien des zones d'ombre dans l'action de la jeunesse de Saint-Victor-de-la-Coste durant les années 1757-1785.

*

Comme on le voit, il est extrêmement difficile de séparer le contrôle social exercé par la famille dans le village languedocien de celui qui provient des institutions englobantes. Les deux sont intimement mêlés et complémentaires. Dans son sein même, le plus informel, la famille exerce sur ses membres un contrôle permanent, mais ce contrôle ne peut être séparé des règles imposées par l'Église sur le plan religieux, par les cadres juridiques (en particulier les notaires et les juges ordinaires) sur le plan successoral comme sur celui du comportement. Les relations de famille à famille supportent largement les mêmes types de contraintes. La constitution du réseau d'alliances n'est nullement laissée à la libre appréciation de chacun. Elle est, au moins pour une part, dérivée de la forme même du système précipitaire qui détermine les principales règles aboutissant à établir le choix des conjoints. Pour leur part, les dépendances économiques sont sujettes au jeu des rencontres, des voisinages et du marché du travail plus qu'à un choix déterminé, même si elles redoublent parfois les liens familiaux. Enfin les institutions locales, largement investies par les intérêts familiaux, subissent tout aussi fortement la tutelle des institutions provinciales, de l'État et de l'Église. Elles échappent donc pour une large part au contrôle familial.

Dans ces conditions, la marge de manœuvre laissée aux familles dans le domaine de l'autorité est particulièrement difficile à mesurer. Plutôt que de parler d'un contrôle social exercé par la famille, il convient sans doute de situer le rôle de la famille comme celui d'un rouage agissant de manière multiforme dans un processus plus vaste de pouvoir (économique, politique et social) et dans le cadre de normes qui la dépassent très largement. Pour autant il paraît évident que quelques familles, et dans leur sein un petit nombre d'individus, aient joué un rôle dans les changements des règles sociales qui sont intervenus durant la période moderne et dans l'évolution des modalités d'application de ces règles. Il en a été ainsi lors du passage du système successoral comportant deux cohéritiers à un système comportant un héritier unique et tout au long des processus qui ont vu se modifier au XVIII^e siècle les conditions de passation du pouvoir au sein de la famille comme dans l'institution communale. Il en est ainsi également dans le domaine des comportements. L'exemple du rôle joué par quelques jeunes gens, avec le soutien probable de leur famille, dans le changement d'attitude de la jeunesse vis-à-vis des puissances, durant les années qui précèdent la Révolution française, en est un témoin éloquent.

Sans doute l'exemple qui a été examiné ici est-il très spécifique. Même s'il met en jeu la plupart des institutions qui prennent part au contrôle social sur le plan local, il ne saurait à lui seul en épuiser la complexité. D'autres cas auraient pu faire l'objet d'une investigation de même nature : en témoignent, à Saint-Victor même, la longue

⁵⁷ Pélaquier (1985).

histoire de la construction de l'église, qui a vu s'opposer un temps le parti proche du seigneur et le parti adverse, alors proche du prieur, ou la bataille pluri-séculaire entre seigneur et communauté pour le contrôle des bois communaux⁵⁸. Ailleurs, ce serait l'opposition entre catholiques et protestants ou entre différents acteurs du processus de production qui motiverait des stratégies différentes de contrôle social. Quelles qu'en soient les formes, ces conflits mettent souvent en jeu la présence active et simultanée de plusieurs institutions fonctionnant, chacune à leur niveau, selon leur propre système de valeurs et développant leurs propres modalités d'action en un écheveau serré qu'il est souvent difficile de démêler...

RÉFÉRENCES

- Agulhon, M., *La sociabilité méridionale (confréries et associations dans la vie collective en Provence orientale à la fin du XVIII^e s.)*, Aix-en-Provence, 1966, I, p. 101-137.
- Agulhon, M., *Pénitents et francs-maçons de l'ancienne Provence. Essai sur la sociabilité méridionale*, Paris, 1968.
- Aubin, G., *La seigneurie en Bordelais, d'après la pratique notariale*, Rouen, 1989.
- Bastier, J., *La féodalité au siècle des Lumières dans la région de Toulouse (1730-1790)*, Toulouse, 1975.
- Baulant, M., La famille en miettes. Sur un aspect de la démographie du XVII^e siècle, *Annales E.S.C.*, 4-5, 1972, p. 959-968.
- Blanc, D., Les saisonniers de l'écriture. Régents de village en Languedoc au XVIII^e siècle, *Annales E.S.C.*, 1988, 4, p. 867-895.
- Blanchard, A., Pélaquier, E., Biens communaux et droits des communautés de Languedoc, dans le dénombrement de 1687, *Libertés locales et vie municipale en Rouergue, Languedoc et Roussillon*, Actes du LIX^e congrès de la Fédération historique du Languedoc, Montpellier, 1988, p. 159-167.
- Bourdieu, P., Les stratégies matrimoniales dans le système de reproduction, *Annales E.S.C.*, 4-5, 1972, p. 1105-1125.
- Castan, N., *Justice et répression en Languedoc à l'époque des Lumières*, Paris, 1980.
- Castan, N., Contentieux social et utilisation variable du charivari à la fin de l'Ancien Régime en Languedoc, in Le Goff, J., Schmidt, J.C., (Dir.), *Le charivari*, Paris, 1981, p. 197-205.
- Castan, N., Les rivalités à l'intérieur des communautés rurales en Languedoc à la fin du XVIII^e siècle, Actes du colloque « Les pouvoirs en Languedoc à l'époque moderne », Montpellier, 1981, *Études sur l'Hérault*, 1982.
- Castan, Y., Attitudes et motivations dans les conflits entre seigneurs et communautés devant le Parlement de Toulouse au XVIII^e siècle, Villes de l'Europe méditerranéenne et de l'Europe occidentale, Actes du colloque de Nice (1969), *Annales de la Faculté des lettres et sciences humaines de Nice*, 9-10, 1969.
- Castan, Y., Pères et fils en Languedoc à l'époque classique, *XVII^e siècle*, 1974, n° 102-103.
- Claverie, E., Lamaison, P., *L'impossible mariage. Violence et parenté en Gévaudan, 17^e, 18^e et 19^e siècles*, Paris, 1982.
- Collomp, A., Famille nucléaire et famille élargie en haute Provence au XVIII^e s. (1703-1734), *Annales E.S.C.*, 1972, 27, p. 969-975.

⁵⁸ Pélaquier (1994, p. 191-202), (1992, p. 139-151).

- Collomp, A., Alliance et filiation en Haute Provence au XVIII^e siècle, *Annales E.S.C.*, 1977, p. 445-477.
- Collomp, A., *La maison du père*, Paris, 1983.
- Derlange, M., *Les communautés d'habitants en Provence au dernier siècle de l'Ancien Régime*, Toulouse, 1987.
- Duport, A.M., Les mouvements populaires dans les diocèses civils de Nîmes, Alès, Uzès, d'après les plaintes et placets, 1740-1789, communication à la table ronde sur les mouvements populaires, Paris, 24 oct. 1986, à paraître dans *Annales du Midi*.
- Emmanueli, F.X., Introduction à l'histoire du XVIII^e siècle communal en Provence, *Annales du Midi*, 1975, 87, p. 157-200.
- Fournier, G., Sur l'administration municipale de quelques communautés languedociennes, *Annales du Midi*, 1972, 84, p. 459-481.
- Fournier, G., *Démocratie et vie municipale en Languedoc, du milieu du XVIII^e siècle au début du XIX^e siècle*, Toulouse-Le-Mirail, 1991, thèse, 4 volumes.
- Froeschlé-Chopard, M.H., *La religion populaire en Provence orientale au XVIII^e siècle*, Paris, 1980.
- Furet, F., Ozouf, J., *Lire et écrire. L'alphabétisation des français de Calvin à Jules Ferry*, Paris, 1978.
- Grosperin, B., *Les petites écoles sous l'Ancien Régime*, Rennes, 1984.
- Laget, M., Petites écoles en Languedoc au XVIII^e siècle, *Annales E.S.C.*, 1971, 6, p. 1398-1418.
- Laget, M., *Naissance et conscience de la vie, procréation, enfantement, obstétrique en Languedoc aux XVII^e et XVIII^e siècles*, thèse de l'Université Paris IV, 1980.
- Larguier, G., Villages narbonnais aux XVII^e et XVIII^e siècles. Les villages dépendant de l'Archevêque de Narbonne, in *Le village languedocien à l'époque moderne*, Actes du colloque de Montpellier (1981), *Etudes sur Pézenas et l'Hérault*, 1980, 3, p. 31-42.
- Muchambled, R., *La violence au village : sociabilité et comportements populaires en Artois du XV^e au XVII^e siècle*, Paris, 1989.
- Nicod, J.C., Les 'séditieux' en Languedoc à la fin du XVIII^e siècle, *Recueil des Mémoires et travaux publiés par la Société d'Histoire du droit écrit*, Montpellier, 1971, VIII, p. 145-165.
- Pélaquier, E., Communautés et familles à Saint-Victor-de-la-Coste en Languedoc (1657-1767), *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, 1985, 32, p. 660-676.
- Pélaquier, E., Les mouvements anti-fiscaux en Languedoc d'après les archives de la Cour des Comptes, Aides et Finances de Montpellier (1660-1789), communication à la table ronde sur les mouvements populaires, Paris, 1986, à paraître dans *Annales du Midi*.
- Pélaquier, E., Conflits de communauté et longue durée à Saint-Victor-de-la-Coste, en Languedoc (1655-1848), Actes du colloque « Midi rouge, Midi blanc » (Avignon, 1986), *Provence historique*, XXXVI, 148, 1987, p. 159-170.
- Pélaquier, E., Terre, terroir, pouvoir, un exemple languedocien : Saint-Victor-de-la-Coste (1248-1789), in *La terre et les pouvoirs en Languedoc et en Roussillon*, Actes du LXIII^e Congrès de la Fédération historique du Languedoc méditerranéen et du Roussillon tenu à Montpellier en 1991, Montpellier, 1992, p. 139-151.
- Pélaquier, E., La construction de l'église de Saint-Victor-de-la-Coste (1655-1760), in *Espaces religieux et communautés méridionales*, Actes du LXIV^e Congrès de la Fédération historique du Languedoc méditerranéen et du Roussillon, tenu à Villeneuve-lez-Avignon en 1992, Montpellier, 1994, p. 191-202.
- Pélaquier, E., *De la maison du père à la maison commune. Saint-Victor-de-la-Coste en Languedoc rhodanien (1661-1799)*, Montpellier, 1996.

Pélaquier, E., Hiérarchie sociale et alphabétisation au village aux XVII^e et XVIII^e siècles, in *Naissance, enfance et éducation dans la France méridionale du XVI^e au XIX^e siècle*, Actes de la journée d'étude tenue à Montpellier en souvenir de Mireille Laget, mars 1996 (à paraître).

Pellegrin, N., *Les bacheleries. Organisations et fêtes de la jeunesse dans le Centre-Ouest, XV^e-XVIII^e s.*, Poitiers, 1979-1982.

Poton, D., *Saint-Jean-de-Gardonnenque, une communauté réformée à la veille de la Révocation (1663-1685)*, Gap, 1985.

Vovelle, M., *Les métamorphoses de la fête en Provence (1750-1820)*, Paris, 1976.